

## FINANCE



Mobilisation contre le projet Vedanta en Inde  
©Survival  
[www.survivalfrance.org](http://www.survivalfrance.org)

Finance \Acteurs

### Le gouvernement indien rejette le projet minier de Vedanta

**Groupe minier dont le siège est à Londres et les activités principales en Inde, Vedanta est accusée d'être responsable de violations répétées sur les droits humains. Le ministre de l'environnement indien, Jairan Ramesh, vient de rejeter son projet minier en s'appuyant sur un rapport extrêmement critique.**

**Actualisation :** le 24 août, le ministre de l'environnement indien, Jairan Ramesh, a finalement rejeté le projet minier de Vedanta en s'appuyant sur un rapport (voir document lié) extrêmement critique commandité par ses services et remis le 16 août. Le rapport relevait en effet des violations du code de protection de la forêt avec une implantation "illégal sur 26 hectares" et concluait que le projet minier et constitue une menace pour la vie culturelle, religieuse et économique des Dongria Kondh ainsi que pour l'environnement. Suite à ce rapport, le patron de la firme, Anil Agarwal, avait alors déclaré dans le Hindustan Times, qu'il était prêt à envisager un autre site d'implantation pour sa mine de bauxite.

#### Un rapport critique de l'agence Eiris en juillet

En juillet dernier, plusieurs ONG et des investisseurs ont demandé à Vedanta de répondre aux accusations de violation des droits des populations locales dont elle fait l'objet. « *Nous avons voulu mettre la pression sur Vedanta à quelques jours de son assemblée générale en rendant public un rapport qui met en exergue ses mauvaises pratiques* » explique Stephen Hine, directeur de l'agence de notation extra-financière anglaise EIRIS. Elle a publié, le 23 juillet 2010, une note synthétique sur les bonnes pratiques que les investisseurs souhaiteraient voir adoptées par Vedanta en matière de risques Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance(ESG). La compagnie, qui figure parmi les 100 grandes entreprises minières cotées sélectionnées dans l'indice boursier « FTSE 100 mining Company », est aujourd'hui mise à l'index par des ONG et quelques grands investisseurs, principalement pour le non respect des droits des populations locales dans la région d'Orissa, l'une des plus pauvres de l'Inde (voir articles liés). Avec son rapport, EIRIS souhaite démontrer que l'absence de prise en compte réelle et sérieuse des enjeux Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance(ESG) auxquels fait face une entreprise finit par peser sur son modèle économique et peut même le menacer à moyen terme.

« *La principale source de difficultés concerne la gouvernance de Vedanta. Elle refuse de mettre en place un système crédible pour gérer la crise qu'elle rencontre avec les populations locales d'Orissa sur l'exploitation de mine de bauxite et l'extension d'une usine d'aluminium. Elle doit pouvoir démontrer l'existence d'une stratégie de conformité aux grandes conventions internationales sur le droit des populations locales, évaluée par des instances de gouvernance crédibles*», explique Stephen Hine. « *D'autres entreprises de ce secteur, confrontées à des problèmes similaires, l'ont fait et ils ont pu surmonter des problèmes qui compromettaient l'exploitation de certains de leurs sites.*»

#### Mobiliser les investisseurs

Pour les spécialistes de l'investissement responsable, l'exemple de Vedanta montre la nécessité économique de gérer les risques ESG et d'avoir une stratégie développée durablement durable crédible. Les analystes financiers qui se sont penchés sur le problème ont montré que même si l'action du groupe a aujourd'hui un cours satisfaisant, il pourrait être meilleur sans les problèmes indiens. Si ces derniers persistent, ils pensent que cela pourrait compromettre la capacité de Vedanta à travailler dans cette région clef pour elle et qu'elle deviendrait, dans ce cas, un placement à risque pour les investisseurs. Il s'agit avec ce type de raisonnement de ne pas mobiliser uniquement les investisseurs qui revendiquent des placements conformes à leur éthique (fonds pétrolier norvégien, église anglaise) mais plus généralement ceux dont les préoccupations sont d'abord économiques et financières, investisseurs responsables rassemblés sous la bannière des Principes pour l'Investissement Responsable des Nations Unies (PRI) en tête.

#### LE GOUVERNEMENT BRITANNIQUE SOUS PRESSION

L'ONG Global Witness intente une action devant la Haute cour de justice contre le gouvernement britannique à qui elle reproche de ne pas avoir donné les noms des entreprises et des personnes qui font le commerce du « minerais du conflit congolais » pour qu'ils figurent sur la liste du comité des sanctions des Nations-Unies. Les résolutions, adoptées en 2008 et 2009, prévoient l'interdiction de voyager et le gel des avoirs de tous les individus et entités qui soutiennent des groupes armés illégaux dans l'est de la RDC en vivant du commerce illicite des ressources naturelles. Ils doivent figurer sur une liste que les États membres des Nations Unies sont encouragés à constituer. Pour

L'assemblée générale de Vedanta, organisée à Londres fin juillet, a été l'occasion pour les opposants au projet, de mobiliser l'opinion. Deux Na'vi du film 'Avatar' de James Cameron se sont rendus à Londres. Ils ont rejoint l'organisation de soutien aux peuples indigènes contre le projet minier sur la montagne sacrée de la tribu des Dongria Kondh. Martin Horwood, député et président du groupe parlementaire inter-partis sur les peuples indigènes, a également assisté à l'assemblée générale, rapporte Survival International, présent aux côtés de Action Aid. Une pétition de 30 000 signatures a été remise par Bianca Jagger, l'ex-femme de Mick Jagger, au nom d'Amnesty International. Vedanta, qui a reçu le soutien du ministre britannique de l'industrie, a répondu aux accusations des ONG en expliquant que « la Cour suprême indienne avait pris acte des nombreux bénéfices en terme d'emploi, d'éducation et de santé apporté par le projet du groupe ».

Vedanta s'y était préparé avec un document de présentation de l'assemblée générale intitulé : « Vedanta, entreprise axée sur la création de valeur à long terme et le développement durable des populations », et n'a pas varié de position depuis le début de la contestation. Une nouvelle étape est cependant franchie auprès de l'opinion publique britannique. Celle-ci connaît aujourd'hui beaucoup moins Vedanta que BP, mais les ONG et les articles publiés à l'occasion de la sortie du rapport d'EIRIS contribuent à mieux lui faire comprendre les risques qui pèsent sur le secteur extractif en général, et quel peut-être le prix à payer pour ses actionnaires.

Global Witness : « Les entreprises qui ont profité d'un conflit d'une grande brutalité devraient faire l'objet des sanctions des Nations Unies – mais ces sanctions sont inutiles s'il n'existe pas de procédure gouvernementale claire et équitable permettant d'identifier si de tels individus ou entités doivent être inscrits sur la liste. »

A.C. husson-Traore

Mis en ligne le : 27/07/2010

© 2009 Novethic - Tous droits réservés

## INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

### ARTICLES SUR LE MÊME THÈME

[Vedanta accusé pour ses activités en Inde \(16/02/2010\)](#)

[Quelle responsabilité pour les industries extractives... \(15/07/2010\)](#)

### LIENS UTILES

[Le rapport d'EIRIS](#)

[Le site de Survival International sur les Dongria Kongs](#)

[Rapport du ministère indien de l'environnement \(en anglais\)](#)